

Beantwortung

des dringlichen überparteilichen Postulates 20250025, Moeschler Marie, PSR, Rodriguez Ugolini Julian, SP, Stolz Joseline, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Boly Kady, PSR, Schlup Nina, JUSO, Tonon Ariane, Grüne, Corbaz Catherine, Grüne, Augsburger-Brom Dana, PdA, «Die Stadt Biel muss sicherstellen, dass die Menschenrechte, insbesondere die Kinderrechte, beim Betrieb eines Rückkehrzentrums durch den Kanton auf ihrem Gebiet gewahrt werden»

Im vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat ersucht, alle auf Gemeindeebene erforderlichen und möglichen Massnahmen zu ergreifen,

- 1) damit die Kinderrechtskonvention und die Europäische Menschenrechtskonvention (EMRK) bei der Gestaltung und den Auflagen im Baubewilligungsverfahren für das vom Kanton geplante Rückkehrzentrum am Unteren Quai 30 oder anderswo auf Bieler Gemeindegebiet berücksichtigt werden.
- 2) damit die Kinderrechtskonvention und die EMRK beim Betrieb des Rückkehrzentrums durch den Kanton und die beauftragten Unternehmen eingehalten werden.
- 3) damit der Dialog zwischen den kantonalen Behörden, den lokalen Organisationen und der betroffenen Bevölkerung erleichtert wird, um sicherzustellen, dass die Lebensbedingungen im Rückkehrzentrum der Kinderrechtskonvention und der EMRK entsprechen.

Der Gemeinderat äussert sich hierzu wie folgt:

Das Übereinkommen über die Rechte des Kindes (UN-Kinderrechtskonvention; SR 0.107) sowie die Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten (EMRK; SR 101) sind Bestandteil der schweizerischen Rechtsordnung mit Verfassungsrang und müssen daher von sämtlichen Behörden aller Staatsebenen eingehalten werden; auch in einem Baubewilligungsverfahren.

Schon mit Schreiben an den zuständigen Vorsteher der Sicherheitsdirektion des Kantons Bern vom 23. September 2024 hat der Gemeinderat betreffend die Einrichtung eines Rückkehrzentrums in der kantonseigenen Liegenschaft am Unteren Quai 30 seine Zustimmung von der Einhaltung folgender Auflagen abhängig gemacht:

1. Das Rückkehrzentrum darf ausschliesslich für Familien und Frauen mit Kindern verwendet werden;
2. Die Ausgestaltung der Unterkunft und deren Umgebung muss den Bedürfnissen von Kindern und Jugendlichen gemäss UN-Kinderrechtskonvention Rechnung tragen.

Weiter hat der Gemeinderat mitgeteilt, dass er erwartet, dass die Sicherheitsdirektion betreffend Form und Finanzierung der schulischen und ausser schulischen Betreuung der betroffenen minderjährigen Kinder eng mit der Direktion Bildung, Kultur und Sport sowie der Direktion Soziales und Sicherheit der Stadt Biel zusammenarbeiten wird.

Gegenüber der gemeinderätlichen Direktorin Soziales und Sicherheit hat die Sicherheitsdirektion des Kantons Bern schon vorgängig am 15. April 2024 schriftlich zugesichert, dass bei und nach Inbetriebnahme des Rückkehrzentrums periodisch oder nach Absprache «runde Tische» durchgeführt werden sollen zum Austausch zwischen den involvierten Stellen wie z.B. Standortgemeinde, Kanton Bern, Betreiberin, Schule, Kantonspolizei, Seelsorgende und Vertretung der Nachbarschaft.

Es versteht sich von selbst, dass der Gemeinderat bzw. die erwähnten Direktionen der Stadtverwaltung sowohl die Einrichtung als auch den Betrieb des Rückkehrzentrums am Unteren Quai 30 unter Wahrung der Kinderrechte aktiv begleiten und die Sicherheitsdirektion falls notwendig auch an die Forderungen des Gemeinderates erinnern werden.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das dringliche überparteiliche Postulat 20250025 erheblich zu erklären.

Biel, 26. Februar 2025

Namens des Gemeinderates

Die Stadtpräsidentin:

Der Stadtschreiber:

Glenda Gonzalez Bassi

Julien Steiner

Beilage:

- Dringliches überparteiliches Postulat 20250025

postulat

Dringlichkeit
gewahrt

Motion urgente interpartis

20250025

Titre : La ville de Bienne doit s'assurer que les droits humains, en particulier les droits des enfants, soient respectés dans l'exploitation d'un centre de retour par le Canton sur son territoire.

Proposition : Les intervenantes et intervenants demandent au Conseil municipal de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles au niveau communal pour :

- 1) Qu'il soit tenu compte de la convention des droits de l'enfant et de la CEDH lors de la conception et des demandes émises dans la procédure du permis de construire pour le futur centre de retour prévu par le Canton au Quai du bas 30 ou ailleurs sur le territoire biennois.
- 2) Que la convention des droits de l'enfant et la CEDH soient dûment respectées dans le cadre de la gestion du centre de retour par le Canton et les entreprises mandatées.
- 3) Faciliter le dialogue entre les autorités cantonales, les organisations locales et les habitants concernés afin de garantir que les conditions de vie dans le centre soient conformes à la convention des droits de l'enfant et à la CEDH.

Le canton prévoit l'ouverture du centre pour août 2025, la Ville de Bienne a dit l'approuver pour des « raisons humanitaires »[1]. Il est donc urgent que la ville agisse en la matière dans le sens de ses dires et accompagne la mise en place du centre de retour en veillant au respect de la convention des droits de l'enfant, de la CEDH et de la dignité humaine.

Motivation : Le canton de Berne prévoit d'ouvrir un nouveau centre de retour au Quai-du-Bas 30 dès la rentrée scolaire 2025, en août.[2]

Ce centre de retour étant sur le territoire de la commune, la ville a tout intérêt à se préoccuper de sa conception, de sa construction puis de sa gestion. Or il faut l'anticiper.

Dans un interview au JdJ et au BT du 09.12.24, M. Merz dit que la ville de Bienne accepte ce centre de retour pour des raisons humanitaires. Dans cet élan, la Ville entend-elle exiger du canton que le droit international soit respecté sur son territoire ?

De l'avis des intervenantes et intervenants, le Conseil municipal doit veiller à ce que lors de la conception, de la reconstruction puis de la gestion du centre de retour, les mesures suivantes[3] soient mises en place :

- Éviter que des enfants et adolescents ne vivent à l'aide d'urgence sur une longue durée (plus d'un an)
- Améliorer les conditions de vie en cas de perception de l'aide d'urgence sur une longue durée, soit plus d'une année
- Assurer la participation sociale
- Attribuer aux familles des logements adaptés, avec des endroits permettant aux enfants et adolescents de se retirer et d'étudier
- Permettre un soutien ciblé

- Éviter la sous-stimulation des enfants en âge préscolaire
- Améliorer l'accès à l'école et à la formation professionnelle
- Faciliter l'accès aux soins médicaux
- Assurer l'accès aux offres d'accompagnement psychologique
- Développer des programmes et concepts adaptés de soutien psychologique
- Donner accès à des activités de loisirs
- Définir clairement les compétences et procédures pour la gestion des situations de mises en danger
- Définir des standards uniformes et contraignants et contrôler régulièrement leur respect

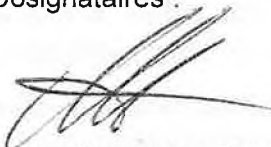
Pour y parvenir, la ville doit participer activement à la conception et à la planification du centre de retour. Elle doit émettre des conditions dans la procédure de demande de permis de construire que le canton dépose pour transformer la villa du Quai du bas en centre de retour. Pour savoir ce qui est de sa compétence et dans son intérêt, la ville peut également prendre langue avec la commission fédérale des migrations CFM, experte en la matière.

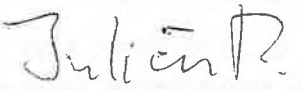
La CFM pourrait rapidement conseiller la ville sur les mesures qu'elle pourrait mettre en œuvre pour accompagner la mise en place d'un centre de retour par le canton, sur son territoire. De telles mesures doivent être effectuées avant la construction du centre. Par exemple, demander des garanties au Canton pour que les conditions de vie soient adaptées aux besoins spécifiques des enfants et des familles; établir des mécanismes de suivi pour s'assurer du respect des standards internationaux relatifs aux droits humains.

Bienne doit avoir une ligne claire sur le respect des droits humains sur son territoire. C'est pourquoi les intervenantes et intervenants demandent au Conseil municipal de prendre toutes les mesures nécessaires afin que la mise en œuvre du nouveau centre de retour au Quai du bas 30 (ou ailleurs) à Bienne respecte dûment la convention internationale ratifiée des droits de l'enfants, la CEDH et la dignité humaine.

Bienne, le 16 janvier 2025

Cosignataires :


Marie Moeschler, PSR


Julian Rodriguez Ugolini, SP

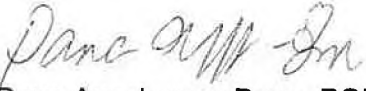

Ariane Tonon, Vert.e.s

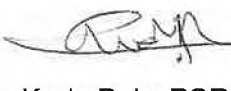

Joseline Stolz, PSR


Nina Schlup, SP


Catherine Corbaz, Vert.e.s


Ruth Kilezi, PSR


Dana Augsburger-Brom, POP


Kady Boly, PSR

[1] Communiqué de presse de la Direction de la sécurité du 2 décembre 2024

[2] Communiqué de presse de la Direction de la sécurité du 2 décembre 2024

[3] <https://www.ekm.admin.ch/ekm/fr/home/die-ekm/mm.msg-id-102569.html>

